

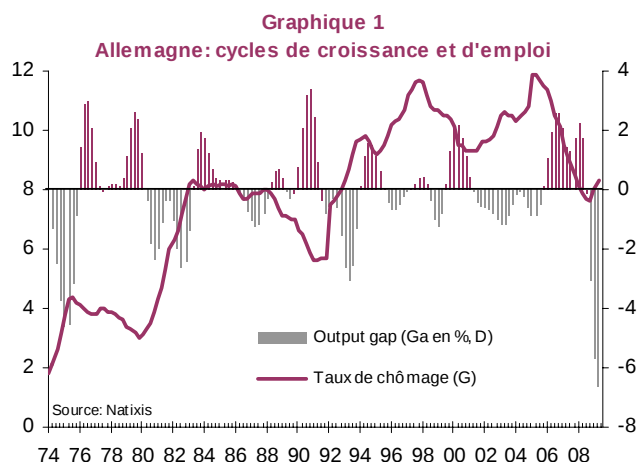
Comment expliquer la résistance de l'emploi allemand ?

Outre-Rhin, le marché du travail résiste bien mieux à la chute de l'activité que lors des récessions passées. Le taux de chômage y remonte, pour l'heure, deux fois moins qu'en France. Pourtant la récession sera plus forte en Allemagne cette année et la spécialisation productive suggérerait un ajustement violent de l'emploi. Sa flexibilisation, entreprise au début de la décennie, doit-elle être applaudie ? Pas particulièrement. La résistance de l'emploi allemand s'explique par le recours massif au chômage partiel (« Kurzarbeit »), qui a fait l'objet d'aménagements dans le cadre des plans de relance.

A court terme, le recours au chômage partiel est positif puisqu'il permet de dégager un surplus de consommation de 0,3 point. Multiplié par dix en six mois, il a évité 1 point de chômage. A moyen terme, le Kurzarbeit reste positif, puisqu'il rééquilibre le modèle de croissance allemand à la faveur des salariés, même si ce n'est que temporaire. A long terme, ses effets sont moins tranchés. Ils peuvent rester positifs si le niveau de production d'avant crise est retrouvé dans les deux ans. Ils seront négatifs sinon, entretenant artificiellement des emplois.

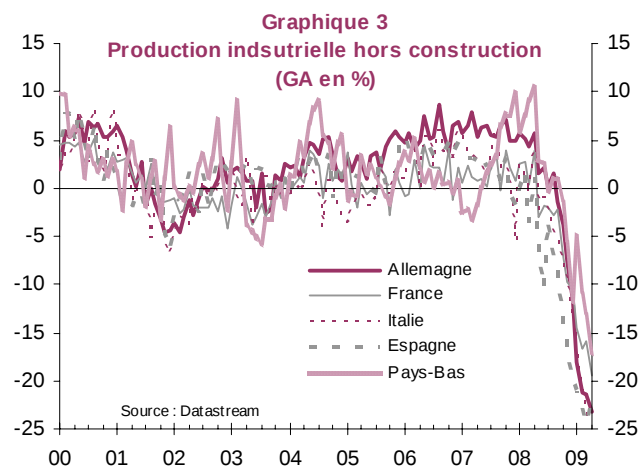
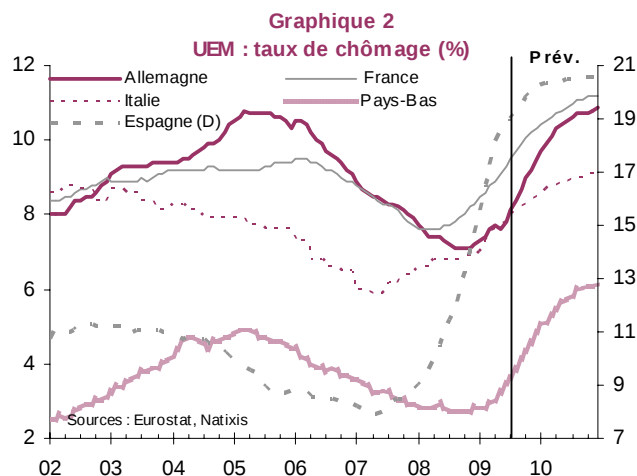
1- Remarquable résistance de l'emploi allemand

Le marché du travail allemand résiste aujourd'hui bien mieux à la chute de l'activité que lors des récessions passées (**graphique 1**).



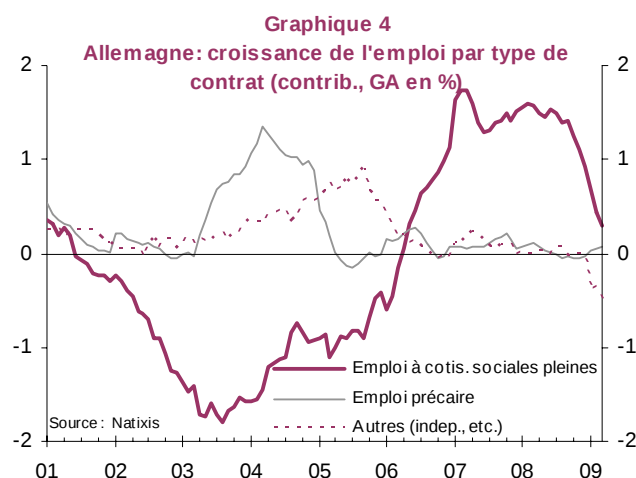
En juin 2009, le taux de chômage n'a augmenté que d'un demi-point depuis son point bas, il y a quatre mois, tandis que le chômage en France a progressé d'un point depuis son point bas, il y a un an (**graphique 2**).

Le recul de la production est pourtant le même dans l'ensemble de la zone euro (**graphique 3**) et les prévisions de croissance supposent une plus forte récession en Allemagne. En outre, la spécialisation de l'économie allemande, tant productive (l'automobile représente 4% de la valeur ajoutée) qu'exportatrice (47% du PIB) suggérerait un plus fort ajustement de l'emploi. Cette performance prend donc appui sur les caractéristiques du marché du travail allemand.

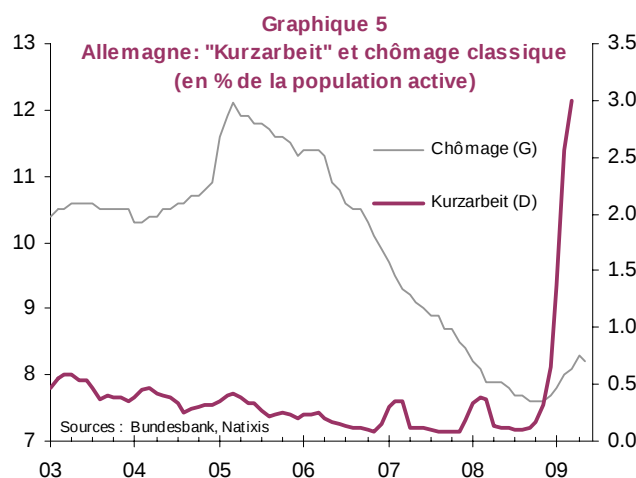


Sa flexibilisation, entreprise par les réformes Hartz entre 2003 et 2005, doit-elle être applaudie ? Ce n'est pas la seule explication. Certes, les contrats précaires (midi et mini-jobs, etc., 12% de l'emploi total) résistent mieux que les autres

formes d'emploi. Leur contribution à la variation totale de l'emploi est toutefois nulle aujourd'hui (**graphique 4**).



En fait, la résistance du marché du travail allemand s'explique par le recours massif au chômage partiel. Le dit « Kurzarbeit » a été multiplié par dix depuis novembre dernier. Rapporté à la population active, le nombre de Kurzarbeiter a augmenté de 3 points en six mois, empêchant, comme nous allons le voir, une remontée d'un point supplémentaire du taux de chômage (**graphique 5**).



2- « Kurzarbeit » : mode d'emploi

Le « Kurzarbeit » est une disposition traditionnelle du droit du travail allemand, similaire à celle du chômage partiel, qui permet aux entreprises de conserver leurs employés tout en réduisant les coûts de personnel proportionnellement à l'activité.

Lorsque la réduction de l'activité conduit au moins un tiers des effectifs à subir une perte de salaire brut de plus de 10%, l'entreprise peut disposer de cette modalité, dans le cas où la convention collective l'y autorise. L'Agence Fédérale pour l'emploi assure alors 67% de la perte salariale nette subie par l'employé (60% s'il n'a pas d'enfant) pour une durée maximale de 6 mois.

En novembre 2008, dans le cadre du premier plan de relance conjoncturelle, cette durée a été allongée à 18 mois. En janvier dernier, dans le cadre du deuxième plan de relance, la condition minimum d'un tiers des effectifs a été supprimée

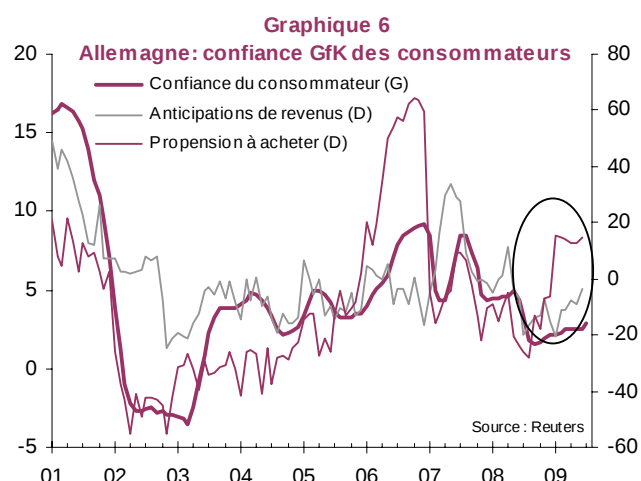
pour permettre aux entreprises d'être plus flexibles. En mai 2009, le gouvernement a porté la durée maximale du Kurzarbeit à 24 mois et l'Agence pour l'emploi prend désormais à charge la part patronale des cotisations sociales à partir du septième mois de chômage partiel. Ces deux derniers aménagements, qui renforcent les incitations à ne pas licencier, entreront en vigueur en juillet 2009 et le resteront jusqu'en décembre 2010.

Le premier assouplissement de cette disposition a multiplié par 10 le nombre de chômeurs partiels, passant de 130.000 en novembre 2008 à 1,25 million en mars 2009. Leur croissance ralentit depuis le mois d'avril en raison du surcroît d'activité dans l'industrie automobile, après le succès rencontré par la prime à la casse. Une reprise à la hausse du Kurzarbeit devrait s'observer après l'été, lorsque cette aide aura pris fin. L'allongement de la durée à 24 mois pourrait amener le taux de chômage à moins augmenter en Allemagne qu'en France sur la durée de la crise, et surtout pas ou peu avant les élections législatives de l'automne.

3- Les implications macroéconomiques du « Kurzarbeit » :

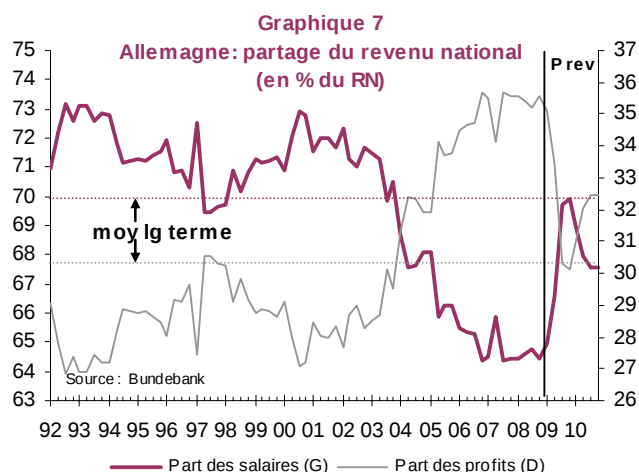
Cette disposition laisse entrevoir trois effets macroéconomiques. Ils diffèrent dans le temps :

- A court terme, elle soutient la consommation. D'abord parce que les salariés ont un comportement d'épargne de précaution différent des chômeurs. Ensuite, parce que le revenu tiré par les salariés en Kurzarbeit est plus élevé que les indemnités versées aux chômeurs. Faisons le calcul : l'agence pour l'emploi verse 67% de la totalité du salaire net en cas de chômage et 67% de la perte de salaire net en cas de Kurzarbeit. Le salaire net moyen en Allemagne est de 1492 euros mensuels, la perte moyenne d'activité des Kurzarbeiter est aujourd'hui de 35%. En cas de chômage, un travailleur moyen aurait donc touché $0,67 \times 1492 = 1000$ euros. En cas de Kurzarbeit, il touche $(1 - 0,35) \times 1492 + 0,67 \times 1492 \times 0,35 = 1320$ euros. Rapporté sur un an et au nombre actuel de Kurzarbeiter, ce revenu supplémentaire représente 4,8 Mds EUR pour les ménages ou 0,3 point de consommation. Résultat : la confiance des ménages allemands se tient plutôt bien aujourd'hui, en particulier leur propension à acheter (**graphique 6**).



- A moyen terme, elle conduit à une déformation du partage des revenus à la défaveur des entreprises qui ne licencient pas (**graphique 7**), puisqu'elles continuent de payer le

salaires correspondant à l'activité diminuée, et des charges patronales, du moins avant le dernier aménagement. Elle conduit à une moindre ouverture des déficits publics. La prise en charge des charges patronales par les caisses sociales pourrait atténuer ces effets. Les aménagements faits par le gouvernement autour du Kurzarbeit participent au rééquilibrage, pragmatique bien que probablement temporaire, du modèle de croissance allemand.



Les effets à long terme du Kurzarbeit sont moins tranchés. D'un côté ils peuvent rester positifs si le niveau de production d'avant crise est retrouvé dans les deux ans, durée maximale du chômage partiel. Ils peuvent être négatifs sinon. Entretenant artificiellement des emplois, le chômage déguisé augmenterait alors. Comme ils se concentrent dans des secteurs marchands tels l'automobile (400.000 Kurzarbeiter) et l'acier (240.000), la compétitivité-coût de l'économie pourrait se dégrader ; un coût que l'Allemagne peut endurer aujourd'hui (**graphique 8**).

